

France

Les acteurs veulent autant la sortie de crise que le K.-O.

Gouvernement et CGT affichent leur détermination. Mais chacun prépare sa manière de sauver la face. Qui sera hors-jeu?

Xavier Alonso Paris

«Les deux principaux protagonistes cherchent le K.-O. Pour le gouvernement, il n'est pas question de retour en arrière sans risquer sa survie et la perte de sa crédibilité». Professeur en sciences politiques, Dominique Andolfatto jette un regard sans concession sur cette première grande crise sociale opposant un Exécutif de gauche aux syndicats contestataires, dont la CGT.

Sur le ring? Deux boxeurs surmotivés: le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, et le premier ministre, Manuel Valls. Ils impressionnent tous deux par leur jusqu'au-boutisme. Cependant, le round d'hier apporte peu d'enseignements. Les manifestations, au-delà des violences en marge des cortèges, ne permettent pas de mesurer le soutien de l'opinion publique envers les grévistes. Pas plus qu'un essoufflement de leur détermination. Le syndicat FO, proche de la CGT dans ce combat, annonce 100 000 personnes dans les rues de Paris. La préfecture en a compté 18 000 à 19 000 seulement. C'est plus que jeudi dernier. Sans être spectaculaire.

Trois mois après le début de la crise, la menace de paralysie du pays par une pénurie, notamment d'essence, est présente. Six organisations patronales, dont le Medef pour l'industrie et l'UPA pour les artisans, appellent à cesser la surenchère afin de «garantir l'intérêt général, la liberté de travailler et de circuler librement». Le message s'adresse en premier à l'Etat: un signal d'alarme politique, économique et sécuritaire. D'autant que, le 10 juin, la France accueille l'Euro et ses millions de supporters étrangers. Le temps presse.



Deux boxeurs surmotivés: le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez (photo, au centre), et le premier ministre, Manuel Valls. Ils impressionnent tous deux par leur jusqu'au-boutisme.

Du côté du gouvernement, les cafouillages de communication ont mis en évidence qu'il se préparait à des concessions. Notamment sur le point 2 de la loi: celui de l'inversion des normes qui fait prévaloir l'accord d'entreprise sur l'accord de branche. Manuel Valls évoque de possibles améliorations sans en changer la philosophie. Et pour démontrer sa bonne volonté, le premier ministre recevra, samedi, les acteurs du secteur pétrolier. Il se taille ainsi un

costume de pacificateur, bien qu'il reste sur une ligne inflexible.

En effet, si le président François Hollande le désavoue et recule ostensiblement face à la CGT, Manuel Valls démissionnera et jouera sa carte solo de ténor du social-libéralisme. «Mais on sent l'accommodement raisonnable entre Hollande et Valls. Les aménagements qui permettent à tous de sauver la face sont prêts», estime le politologue Stéphane Rozès. Une suspension de l'exa-

men de la loi avant l'été ou d'autres mesures dilatoires permettraient aussi aux acteurs de respirer.

C'est un scénario privilégié par le spécialiste des syndicats Dominique Andolfatto: «Du côté de la CGT, les appels à la grève et les manifestations démarrent mal tout de même. Maintenant qu'elle a démontré sa force avec les blocages, elle peut se replier sur les AG pour consulter la base. Ce serait une retraite organisée plutôt que honteuse!»

Forte contestation dans tout le pays

● Grèves et manifestations, pénurie de carburants, fronde étendue aux ports et aux centrales nucléaires: les opposants à la réforme du travail en France ont maintenu la pression jeudi pour tenter de faire plier le gouvernement. Sans compter «les milliers de salariés sur les barrages et [les] grévistes qui occupent leur entreprise», la CGT a recensé dans tout le pays «près de

300 000 manifestants», contre 400 000 jeudi dernier. Les autorités en ont dénombré 153 000 (128 000 il y a une semaine).

De nouveaux incidents ont éclaté en marge de la mobilisation dans la capitale. Des manifestants encagoulés ont brisé des vitrines, dégradé des véhicules et lancé des projectiles vers des policiers, qui ont répliqué en tirant des gaz

lacrymogènes. Trente-six personnes y ont été interpellées - 77 au total dans l'Hexagone, selon le Ministère de l'intérieur.

Par ailleurs, aucun quotidien national, à l'exception de *L'Humanité*, n'était en kiosque jeudi. La CGT du secteur a empêché l'impression et la distribution des journaux qui avaient refusé de publier une tribune du patron de la CGT, Philippe Martinez. **AFP**

Haro sur les commandos de «Belgrade-sur-l'Eau»

Les habitants de la capitale serbe ont manifesté contre la destruction d'immeubles gênant le projet immobilier «Belgrade Waterfront»

«Belgrade est à nous», scandé la foule nombreuse rassemblée mercredi devant la mairie, en réaction aux destructions d'immeubles menées par ceux que les habitants appellent désormais les «fantômes du quartier de Savamala». Dans la nuit du 24 au 25 avril, un commando d'une trentaine d'hommes a détruit 120 mètres carrés de bâtiments dans une rue de ce quartier branché de la capitale. Sur la pelouse de l'Hôtel de Ville, le mot «démission» est écrit en grandes lettres blanches. Les citoyens demandent des comptes à la Mairie, à la police et au premier ministre, Aleksandar Vucic.

Pour Marija, il n'y a pas de doute, cette destruction a été organisée pour raccourcir radicalement les travaux de «Belgrade

«Les hommes masqués et armés étaient là pour faire peur à la population»

Zorica Retraîtée

Waterfront (Belgrade-sur-l'Eau). Ce pharaonique et controversé projet de construction est conduit par une entreprise émirienne avec le soutien du maire et du gouvernement. Il doit faire de Belgrade le «Dubai des Balkans», avec un gratte-ciel, le plus grand centre commercial des Balkans et des appartements de luxe. «Les vieux bâtiments étaient sur le chemin et ils les ont supprimés», déplore-t-elle.

Selon un rapport d'enquête de l'ombudsman (ndlr: médiateur de la République) Sasa Jankovic, des

hommes en uniforme noir, le visage masqué, auraient démolé de nuit la zone à coups de bulldozers. Les personnes présentes sur les lieux ont été évacuées. Certaines ont été violemment malmenées. Un témoin clé, un vigile de 58 ans, qui a été ligoté, est décédé à l'hôpital mardi de lésions aux organes digestifs. Pour l'instant, l'origine exacte de ses blessures n'a pas été établie. Pour Luka, étudiant et musicien, qui joue ce soir d'un sifflet accusateur, «une ligne rouge a été franchie et les responsables politiques ne doivent pas s'en tirer».

Les autorités se sont renvoyé les responsabilités en minimisant l'événement. Le premier ministre, Aleksandar Vucic, bientôt reconduit après sa réélection, a balayé ces accusations, déclarant que «ces bâtiments étant des constructions illégales devant être démolies, il n'y a pas lieu d'en faire un événement médiatique». Or, selon plusieurs médias serbes, les édifices étaient presque tous légaux ou en cours de régularisation. Ce qui

aurait retardé les travaux dans cette partie du quartier de plusieurs années.

Nikola Nikodijevic, président de l'Assemblée municipale, est allé jusqu'à nier les faits. «Rien n'a été rapporté à la police. Personne n'a rien vu et tout repose sur les dires d'une poignée de personnes», a-t-il affirmé alors que la Ville faisait évacuer les débris quelques jours plus tard, compromettant toute enquête de terrain.

Mais l'ombudsman cite les enregistrements d'appels à la police dans lesquels on entend l'opératrice répondre que «l'ordre reçu du haut de la hiérarchie» est de renvoyer les citoyens vers la police municipale, qui les renvoie, elle, vers la même police nationale. Pour Zorica, retraitée, «les hommes masqués et armés étaient là pour faire peur à la population». Luka, lui, veut croire à un changement. «Nous ne resterons pas silencieux», conclut-il avant une nouvelle salve de sifflets. **Marion Dautry** Belgrade

«La Turquie n'est pas un pays quelconque»

Face-à-face, hier à Dorigny, entre un diplomate turc et le patron de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen

«A voir les développements de ces derniers jours sur le plan intérieur, je dis que la Turquie ne se rapproche pas de l'Union européenne.» La phrase est lancée, sans animosité aucune. Mais, venant du président de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, Elmar Brok, elle est sans appel. C'était hier sur le campus de Dorigny. Organisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, le colloque consacré aux relations entre la Turquie et l'Europe tombait à point nommé.

Pour preuve, le ministre turc des Affaires européennes, Volkan Bozkir, dont la présence était annoncée de longue date, n'était pas là. Mardi, il a été démissionné lors du remaniement ministériel qui a fait suite au changement de premier ministre ordonné par le président Erdogan. Son successeur, Omer Çelik, n'ayant pu se libérer, c'est à un diplomate de carrière raffiné et au français parfait, Rauf Engin Soysal, qu'est revenue la délicate tâche de présenter la position turque.

De la crise des migrants à la dérive autoritaire du président Erdogan, Elmar Brok n'a pas tourné autour du pot, affirmant que Turcs et Européens n'avaient pas d'autre choix que de s'entendre. «Mais rien ne nous interdit de parler franchement des questions qui fâchent. Cependant il ne faut pas tout mélanger: on doit par exemple distinguer la question des réfugiés de celle des libertés publiques en Turquie.»

«La Turquie n'est pas un pays quelconque», a insisté de son côté l'ambassadeur Soysal. De par son



L'ambassadeur et sous-secrétaire d'Etat, Rauf Engin Soysal. **Bernard Bridel**

histoire et sa situation géostratégique, aujourd'hui en pleine zone de conflit, elle a une position très particulière dans le monde, a insisté le diplomate. «Mais surtout, la Turquie veut être respectée pour ses choix, dont le plus important est sans doute celui de l'Europe, à laquelle elle a officiellement fait sa demande d'adhésion en 1987», a rappelé Rauf Engin Soysal.

Et puis, dit encore le représentant d'Ankara, «quand on parle de la Turquie et de l'Europe, il faut laisser de côté les stéréotypes et les clichés sur mon pays.»

A l'heure où l'Union européenne se barricade et renie ses valeurs dans la crise des réfugiés, la voix et le regard extérieur d'Engin Soysal interpellent. Surtout quand ce dernier dit craindre pour le projet européen.

Quant à la dérive autoritaire que l'on reproche au président turc, le diplomate répond très... diplomatiquement: «Mon président a été élu démocratiquement. Il faut respecter le choix des Turcs. De plus, il est à l'origine des grandes réformes de mon pays.» Fin de l'exercice. **Bernard Bridel**

Pas de trêve pour les pourparlers intersyriens

Il n'est plus question de repousser la reprise des discussions de paix après le mois du ramadan

Le ramadan, qui démarre le 6 juin, ne sera pas un obstacle à la reprise des pourparlers intersyriens. Pour Staffan de Mistura, le médiateur de l'ONU pour la Syrie, l'approche de l'échéance butoir du mois d'août pour trouver un accord politique n'est pas conciliable avec une suspension d'un mois des discussions, comme cela avait été un temps imaginé. Si les parties arrivent à se battre durant cette période, il n'y a pas de raisons pour qu'elles ne puissent pas se retrouver pour discuter, explique en substance le diplomate.

Staffan de Mistura a annoncé aux membres du Conseil de sécurité qu'il n'était pas en mesure de reprendre les pourparlers avant deux ou trois semaines. Selon nos informations, le diplomate pourrait mener des consultations techniques avec des représentants du gouvernement et de l'opposition syrienne dès le début de juin en vue de la reprise des discussions.

Des rencontres qui auront lieu en dehors de Genève. Une réunion de l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Congrès de la fédération européenne des associations d'orthopédie et de traumatologie restreignant la capacité hôtelière. Quant aux pourparlers eux-mêmes, le Palais des Nations a reçu la consigne de se tenir prêt pour le 16 juin.

Le choix du calendrier et le déroulement des discussions dépendent de ce qui va se passer sur le terrain dans les prochains jours et des décisions que les Russes et les Américains prendront. Le gouvernement syrien laisse entendre qu'une offensive d'Al-Nosra, qui a déjà regroupé plus de 6000 hommes près d'Alep en s'associant à d'autres groupes (Front du nord), péserait forcément sur la reprise des pourparlers.

Washington et Moscou ont conscience du danger. Les autorités russes ont annoncé qu'elles allaient s'associer aux forces de la coalition menée par les Américains pour mener des frappes contre Al-Nosra qui, comme Daech, n'est pas inclus dans le cessez-le-feu.

Mais Moscou souhaite aller plus loin. La porte-parole du Ministère des affaires étrangères, Maria Zakharova, a rappelé que certains des groupes engagés dans le processus mené à Genève s'étaient rapprochés d'Al-Nosra. Jusqu'à présent, le Conseil de sécurité a refusé d'élargir les frappes à ces groupes, comme le demande Sergei Lavrov depuis des mois. Mais avec la cristallisation des tensions autour d'Alep, cette question devient centrale pour la suite même du processus de paix. **Alain Jourdan**



Retrouvez notre dossier spécial sur syrie.24heures.ch